

## COMMUNIQUÉ

Pour publication immédiate  
Le 31 août 2018

### **La politique en matière de liberté d’expression du gouvernement crée un dangereux précédent pour les campus en Ontario**

Toronto, Ont. – Le jeudi 30 août, le gouvernement provincial a mandaté tous les collèges et universités bénéficiant d’une aide publique d’élaborer une politique en matière de liberté d’expression d’ici le 1er janvier 2019.

Les étudiantes et étudiants de partout dans la province sont préoccupés par l’approche utilisée par le gouvernement pour définir la liberté d’expression, le délai pour la mise en oeuvre de la politique et les critères que tous les établissements doivent respecter.

Les étudiantes et étudiants revendiquent depuis longtemps la liberté d’expression, la discussion ouverte, la recherche libre et la liberté de l’enseignement. Par contre, au cours des dernières années, le concept de la liberté d’expression a été coopté pour protéger et défendre les propos haineux sur les campus.

« La rhétorique en matière de défense de la liberté d’expression est utilisée pour protéger les discours racistes, homophobes, transphobes et autrement oppressifs sur les campus et pour faire taire toute dissidence », explique Nour Alideeb, présidente de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants-Ontario. « Toutes les étudiantes et tous les étudiants ont le droit inhérent de fréquenter un établissement d’enseignement postsecondaire sans avoir peur que leur humanité et leur identité ne soient attaquées. »

Les collèges et universités ont déjà des politiques qui protègent la liberté d’expression sur le campus, ainsi que des codes de conduite et des conventions collectives qui comprennent des procédures disciplinaires. La mise en place d’une politique en trois mois contournera plusieurs structures institutionnelles comme les sénats scolaires, les comités consultatifs et les rencontres avec les intervenants ainsi qu’un processus de consultation significatif et indispensable.

« La définition de la liberté d’expression fait partie d’une discussion permanente et importante dans le milieu universitaire. En imposant un délai si court pour l’élaboration de ces politiques, le gouvernement mine les structures de gouvernance universitaire existantes, qui permettent au corps professoral, à la population étudiante et aux intervenants de l’établissement d’exprimer leurs opinions », déclare Alideeb.

La Fédération fait partie d'un groupe d'intervenants du secteur universitaire qui s'inquiètent du fait que cette proposition semble chercher à miner l'administration, le corps professoral et la population étudiante des collèges et universités qui défendent le droit d'avoir des classes et des campus sans intolérance et propos haineux.

La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants-Ontario est l'organisation étudiante la plus importante de la province, représentant plus de 350 000 étudiantes et étudiants dans des collèges et universités de toutes les régions de l'Ontario. L'une des campagnes de longue date de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants est la campagne Ensemble pour l'équité qui vise à défier le racisme, le sexisme, l'homophobie, la transphobie, le capacitisme et le colonialisme sur nos campus et au sein de nos communautés.

-30-

**Pour obtenir plus d'informations :**

Ian McRae, coordonnateur des relations avec le gouvernement et des politiques : 416 925-3825  
ou 306 852-0128 (cellulaire)

**Nour Alideeb, présidente 416 925-3825**